

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 12 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) **Tous ensemble ! Tous ensemble...**
- 2) **Une insulte de plus**
- 3) **Une ligne de fermeté qui date !**
- 4) **Confrontation Macron - CGT**
- 5) **Monsieur sans gêne !**
- 6) **L e boulet**
- 7) **Un adolescent plus qu'un...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Code du travail : Martinez prédit une grosse mobilisation mardi



Martinez à Paris, le 24 juillet 2017.
©bertrand GUAY / AFP

La CGT est en ordre de marche à l'approche de la première journée de mobilisation contre la réforme du code du travail, mardi 12 septembre. Le secrétaire général de la CGT a promis samedi 9 septembre dans Le Parisien des manifestations importantes, de l'ordre de celles contre la loi El Khomri.

"D'après nos prévisions, nous approcherons des niveaux atteints lors de la loi El Khomri, a-t-il estimé.

Plus de 180 lieux de manifestations ont été recensés (...) Et cela va dépasser très largement les seuls rangs de la CGT, Solidaires et la FSU. Malgré les consignes nationales, plusieurs dizaines d'unions départementales de Force ouvrière, certaines de la CFTC, de l'UNSA et de la CFE-CGC appellent aussi à manifester



Le Parisien @le_Parisien
Philippe Martínez (CGT) : «Il faut qu'Emmanuel Macron revienne les pieds sur terre» <http://l.leparisien.fr/Avyk-DajH>

actu.orange.fr



II) Le secrétaire d'État Benjamin Griveaux persuadé que les névrosés aux "passions tristes" manifesteront avec Mélenchon



Sylvain Chazot
sylvain.chazot@europe1.fr



Benjamin Griveaux © AFP

L'exécutif est sur le front pour défendre l'action du gouvernement, accusé par certains d'avoir mal anticipé l'ampleur de l'ouragan Irma à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Invité de France inter ce lundi 11 septembre, Benjamin Griveaux profite également de l'occasion pour s'en prendre à Jean-Luc Mélenchon et aux opposants qui manifesteront à ses côtés le 23 septembre prochain. Cela vous semble compliqué et vous avez du mal à voir le lien entre les deux sujets ? Démonstration.

Benjamin Griveaux évoque d'abord les différentes réponses apportées aux dégâts causés par Irma. Il parle notamment de l'initiative Les artisans du cœur. "Ils vont emmener une centaine d'artisans, bénévoles, métropolitains, pour aller faire les réparations du quotidien, l'électricité, les toitures, bref ce qui permettra aussi sur le terrain d'améliorer le quotidien des personnes qui ont eu à subir ces événements terribles", raconte-t-il. Puis, quelques minutes plus tard, un auditeur pose une question à Benjamin Griveaux. "Suis-je le seul à trouver choquant que votre invité propose comme seule réponse à une catastrophe naturelle le recours aux bénévoles ?" interroge ce dénommé Antioche.

Voilà qui énerve fortement le secrétaire d'État. "Je vais vous dire ce que je trouve choquant c'est que, dans ce pays, quand on a des gens qui font preuve de solidarité et de générosité, qui disent que, bénévolement, ils veulent aller filer un coup de main à des gens qui sont dans le plus grand dénuement, ça choque vos auditeurs. Eh bien moi, je suis content que dans ce pays, on puisse encore être généreux et solidaire", commence-t-il avant de viser sans détour une partie des manifestants contre la réforme du code du travail :

Je laisse ceux qui sont confrontés à leurs passions tristes, et manifestement cet auditeur et certains de vos auditeurs le sont, à leurs passions tristes. S'ils ne sont pas capables de tendre la main à leurs voisins sur le territoire national quand il y a une catastrophe de cette ampleur, j'en suis triste pour eux et je les laisse à leur névrose. J'imagine qu'ils seront dans la rue avec Jean-Luc Mélenchon le 23 [septembre].

Difficile pour Benjamin Griveaux de nier, cette fois, que ce ne sont pas les manifestants contre la réforme du droit du travail qui sont spécifiquement visés. Ou en tout cas une partie. Car les mots du secrétaire d'État font forcément écho à ceux d'Emmanuel Macron, vendredi 8 septembre.

Le chef de l'État a assuré que lui Président, il ne céderait rien "ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrémistes". Depuis, la majorité tente d'éteindre l'incendie et d'assurer que ce sont les gouvernants des 30 dernières années qui n'ont "pas fait" qui sont visés, pas les Français. C'est exactement ce qu'a répété Benjamin Griveaux ce lundi 11 septembre.

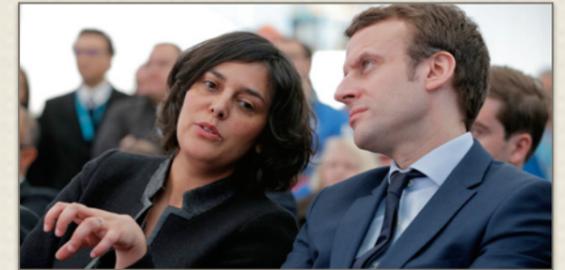
C'était juste avant qu'il se s'en prenne aux névrosés...

lelab.europe1.fr

III) Avant la manifestation du 12 septembre, comment Macron réagissait-il aux manifs contre la loi Travail?

Face à la mobilisation contre le texte de Myriam El Khomri, le ministre de l'Economie avait adopté une ligne de fermeté.

Alexandre Boudet
Journaliste politique au HuffPost



Vincent Kessler / Reuters

C'est son baptême du feu social comme président. Mais entre Emmanuel Macron et les manifestants, l'histoire ne commence pas ce mardi 12 septembre avec la première journée de mobilisation contre la réforme du code du Travail. Quand il était au gouvernement, l'actuel chef de l'État avait déjà eu l'occasion de confronter sa vision économique à celle de la rue.

Ce fut le cas la première fois quand il avait présenté la loi qui porte son nom. Les syndicats avaient multiplié les appels à manifester (entre l'hiver 2014 et le printemps 2015) contre l'une des principales dispositions: l'élargissement de l'ouverture des magasins le dimanche. In fine, le projet avait été adouci lors de sa présentation. Mais cette petite reculade d'Emmanuel Macron fut moins la conséquence de toutes les manifestations que des arguments alors défendus par la gauche en commission à l'Assemblée nationale.

L'autre exemple le concerne un peu moins directement, mais il est plus en phase avec le mot d'ordre de la mobilisation de ce mardi.

"On peut faire mieux, plus loin, plus fort"

Début 2016, quand la loi El Khomri est présentée, Emmanuel Macron est toujours ministre de l'Economie. On le dit même à la manœuvre pour libéraliser le texte, ce qui fait dire à Jean-Claude Mailly, patron de FO, qu'il s'agit de la loi "El Macron". Durant ce printemps, pas loin d'une dizaine de manifestations ont été organisées pour réclamer le retrait du texte.

Emmanuel Macron défend de son côté une ligne de fermeté. "Je ne suis pas dans la déploration, ce n'est pas mon tempérament. Avance-t-on aussi loin qu'on l'aurait voulu ? D'évidence non", lance-t-il dès le mois de mars, au tout début de la mobilisation.

De quoi attiser la colère des manifestants alors même que le gouvernement vient de faire un geste en direction des jeunes en supprimant une mesure polémique.

Certes, elle reste la première centrale si l'on tient compte du public. Mais en tout état de cause, la CGT perd du terrain. Elle pense donc qu'en musclant son discours et en se posant en principale force de contestation à Emmanuel Macron et sa majorité cela lui fera gagner des points.

Surtout, la CGT veut espérer que son « isolement » ne va pas durer et que des convergences vont avoir lieu avec les autres centrales sur les futurs dossiers, à savoir les réformes de l'assurance chômage et des retraites. Ce qui n'est pas impossible. En attendant, le gouvernement a astucieusement renvoyé à 2019 le projet de réforme du statut de la SNCF, un bastion cégétiste, pour éviter la fameuse convergence des luttes, ce 12 septembre

Pour l'anecdote, Emmanuel Macron se rendra demain 12 septembre aux Antilles pour rencontrer les sinistrés du cyclone Irma...Façon de concurrencer sur les antennes TV les images des manifestations de la CGT. Rien n'est laissé au hasard...

* « Les apprentis sorciers, l'in vraisemblable histoire de la loi travail »; Éditions Les Liens qui Libèrent; 110 pages; 12,50 euros



V) Macron ne regrette pas de s'en être pris aux «fainéants»

Par AFP



Le président de la République Emmanuel Macron le 11 septembre 2017 à Toulouse Photo Guillaume HORCAJUELO.AFP

Emmanuel Macron assume «totalement» ses propos sur les «fainéants» opposés à sa politique de réformes, une sortie qui a une nouvelle fois braqué ses détracteurs et qui s'ajoute à une liste déjà longue de déclarations choc du chef de l'Etat.

Le président «assume». Vendredi à Athènes, il «assume» sa «provocation» du 24 août à Bucarest sur ce pays «pas réformable» qu'est la France. Ce faisant, il promet de ne céder «ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes» et déclenche une nouvelle polémique en France. Et lundi, à Toulouse, il assume ses déclarations d'Athènes.

«Mon discours était très clair», s'est défendu le président en précisant qu'avec ce mot «fainéants», il visait «tous celles et ceux qui pensent qu'on ne doit pas bouger en Europe et en France». «Les gens ont tort de déformer pour créer de fausses polémiques», a-t-il protesté.



Quotidien @Qofficiel
Macron répond à Quotidien : il ne regrette "absolument pas" l'utilisation du mot "fainéants".

Mais les critiques sont nombreuses à la veille de la première journée d'action syndicale contre les ordonnances réformant le droit du travail.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, s'est dit «scandalisé».

Sur son blog, Jean-Luc Mélenchon (LFI) a dénoncé une «une bordée d'injures contre le peuple français», y voyant une manière pour le président de la République de s'en prendre au «modèle français» et d'adresser des «messages de connivence» à la «caste européenne».

«Emmanuel Macron est dans un dérapage permanent, ce n'est pas la première fois qu'il insulte les Français depuis l'étranger», a renchéri le député Adrien Quatennens (La France insoumise).

«Qui qu'il ait visé, il y a forcément une part de mépris et ce n'est pas nouveau chez Emmanuel Macron», a jugé Olivier Faure (PS), tandis que l'ancien candidat à la présidentielle Benoît Hamon l'a qualifié de président «immature».

«De l'huile sur le feu»

«Je ne sais pas si c'était une formule travaillée mais elle va rester». «Ce n'était pas très heureux. Pour l'instant, il l'assume mais dans quelques temps, il fera tout pour revenir dessus», a pour sa part jugé Gaspard Gantzer, ancien responsable de la communication de François Hollande à l'Elysée et condisciple à l'ENA de l'actuel chef de l'Etat.

Fait inhabituel, lundi à Toulouse, Emmanuel Macron a consenti à répondre à une question d'actualité en marge d'un déplacement. Le président refuse également en principe de répondre sur la politique française lors de ses déplacements à l'étranger mais ne s'est pas privé de l'aborder lui-même, à Bucarest comme à Athènes.

La plupart des soutiens du chef de l'Etat sont montés au créneau. Pour le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, Macron visait «ceux qui n'ont pas eu le courage de faire les réformes nécessaires» pendant les «trente dernières années» : François Hollande, dont Macron a été le conseiller puis le ministre, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac.

Mais cette sortie s'ajoute à la liste déjà fournie des déclarations polémiques d'Emmanuel Macron. Ministre de l'Économie, il avait évoqué

les salariées «illettrées» de l'abattoir breton Gad, puis conseillé à un opposant d'«aller travailler» pour «se payer un costard». Depuis son élection, il avait déclenché un tollé avec un «trait d'humour malheureux», dicit son entourage, sur les Comoriens, et disserté sur les gares, ces lieux «où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien».

Pour Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof (le centre de recherches de Sciences-Po), la communication présidentielle «mélange des moments très calibrés et des improvisations qui partent dans le décor, avec des paroles provocantes, comme celles sur les costumes, des coups de menton et des envolées lyriques depuis le Parthénon». «Mais termine sur une déclaration contre les fainéants et on ne retient que ça. Il jette de l'huile sur le feu».

AFP

liberation.fr

VI) APL : le boulet de Macron



Renaud Dély @RenaudDely
Directeur de la rédaction

Nicolas Sarkozy a subi le Fouquet's, épisode renforcé par ses quelques jours de villégiature sur le yacht de Vincent Bolloré puis par le bouclier fiscal qu'il octroya aux plus fortunés. François Hollande a enduré la catastrophe Leonarda, un crash de com conforté trois mois plus tard par une malencontreuse escapade casquée.

Au premier a été attachée l'étiquette de « président des riches » dont il n'a jamais pu se défaire et qui a causé sa perte. Son successeur a été caricaturé en amateur maladroit incapable de prendre de la hauteur pour incarner la fonction présidentielle. Emmanuel Macron, lui, est plombé par l'aide personnalisée au logement. L'APL, c'est le boulet du président.

Depuis qu'un malheureux coup de rabot de Bercy a entamé, au cœur de l'été, de 5 € cette allocation versée aux plus démunis pour les aider à disposer d'un toit, Emmanuel Macron n'en finit plus de ramer, et même d'écoper, pour tenter de limiter les dégâts. Le locataire de l'Elysée a d'abord laissé transparaître son courroux à l'endroit d'une mesure qu'il aurait qualifiée de « connerie sans nom ». Mais il l'a bel et bien entérinée.

Mardi 5 septembre, il a même lancé un appel, aussi vibrant que vain, aux propriétaires pour les exhorter à rendre ces 5 € aux locataires en baissant d'autant leurs loyers. La prière a fait ricaner les mauvais esprits. Elle illustre surtout une forme d'impuissance plutôt inattendue pour ce Jupiter qui prétendait restaurer l'autorité et l'efficacité du politique.

En résumé, la technocratie anonyme de Bercy aurait mis le chef de l'Etat devant le méfait accompli. Puis, pour corriger une décision publique, le même en appelle à la responsabilité du privé. « Je suis votre chef ! » clame Emmanuel Macron. Chef, sans doute, mais de quoi ? La même interrogation se fait jour à l'examen attentif d'une réforme du code du travail qui semble avoir été dictée par le patronat, sinon écrite par sa main.

LE CHEF DE L'ÉTAT A EU TORT DE NÉGLIGER LA NATURE INÉDITE DU RASSEMBLEMENT QUI A FAIT SON ÉLECTION POUR PENCHER DU CÔTÉ DES SEULS PUISSANTS

En fait, l'APL est désormais à Emmanuel Macron ce que le sparadrap est au capitaine Haddock. Plus il cherche à s'en débarrasser, plus l'encombrant sujet s'accroche et lui revient en boomerang dans la figure. Ironie du sort, le chef de l'Etat a supplié les propriétaires le jour où son gouvernement dévoilait une autre réforme, populaire celle-là au point d'être applaudie même par les insoumis, la suppression du RSI, ce racket institutionnalisé des travailleurs indépendants. L'improvisation macronienne a gâché la belle annonce, démontrant une fois encore que la communication ne saurait être totalement contrôlée et que la maîtrise absolue du message est impossible. Emmanuel Macron ne veut pas parler aux journalistes, qu'il n'aime guère - sauf certains plus dociles que d'autres -, mais aux Français. Il a raison. Le problème, c'est que le boulet de l'APL, ajouté à la suppression programmée des emplois aidés et à l'allègement de l'ISF, a donné à son premier trimestre une méchante coloration d'injustice sociale. Sans toit ni loi, le macronisme n'est plus qu'une foi égotique qui tourne à vide. Le chef de l'Etat a eu tort de négliger la nature inédite du rassemblement qui a fait son élection pour pencher du côté des seuls puissants.

Sa principale chance réside dans l'inexistence, pour l'heure, d'une alternative crédible. Jean-Luc Mélenchon, qui s'est arrogé avec talent le leadership de l'opposition, porte un discours puissant, qui touche souvent juste, mais pas de réel projet immédiatement applicable. Le chef de file des insoumis parie d'ailleurs sur l'interruption prématurée du quinquennat, preuve qu'il pense que son salut ne peut venir que d'un chaos institutionnel et social aggravé. Aphone, la social-démocratie n'a pour l'heure ni idées ni leader. Et il lui reste à démontrer qu'elle a encore un avenir... Quant à ce qui reste de la droite, elle se replie sur elle-même et sombre dans ses obsessions identitaires qui lui ont déjà valu deux défaites présidentielles consécutives.

Pâle contrefaçon du sarko-zysme de 2007, le wauquiézisme naissant, dont le projet consiste à répéter comme un mantra « je suis fier d'être de droite », pourrait bien être son tombeau électoral. Il est devenu impossible, et même insupportable, de prôner le statu quo sur le front de l'emploi quand le taux de chômage de la France est bien plus élevé que celui de ses voisins et partenaires, ou sur celui du logement quand 40 milliards de dépenses publiques ne font pas reculer le nombre de mal-logés. Ce sont les tares de ce « vieux monde » frileux et apôtre de l'immobilisme qui ont permis la prise du pouvoir par Emmanuel Macron.

Le problème, c'est que le « nouveau monde » dont le président se prétend l'architecte ne semble, pour l'heure, ni plus ragoûtant, ni même... plus nouveau.

VII) Macron, un « adolescent », plutôt qu'un Président ?

<https://dai.ly/x60cqs2>

Sur le plateau de l'émission Sénat360, le communicant, Jacky Isabello a noté qu'Emmanuel Macron avait pris l'habitude de vexer les gens ». Des « prises de position » qui, selon lui, ne sont pas celles « d'un président de la République mais plutôt celles d'un adolescent, intellectuellement supérieur à la moyenne ».

Jacky Isabello, cofondateur de l'agence de communication Coriolink est revenu sur la polémique autour du mot « fainéant » employé par Emmanuel Macron, vendredi, en Grèce. « Il est tellement coutumier du petit mot vexatoire que désormais, dès lors qu'il va être un tout petit peu en marge. On va mettre dans le même paquet cette habitude (d'Emmanuel Macron) de vexer les gens » a-t-il analysé. Pour Jacky Isabello, les « prises de position d'Emmanuel Macron », « ne sont pas celles d'un président de la République mais plutôt celles d'un adolescent, intellectuellement supérieur à la moyenne qui a envie de dominer les gens par sa réflexion ».



LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...
La Presse en Revue**

A Suivre...
La Presse en Revue